

Bulletin d'histoire politique

Le no future? Non merci!

Geneviève Mathieu



Volume 6, numéro 1, automne 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063290ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063290ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mathieu, G. (1997). Le no future? Non merci! *Bulletin d'histoire politique*, 6(1), 58–61. <https://doi.org/10.7202/1063290ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Le *no future*? Non merci!

•••

Geneviève Mathieu

étudiante au baccalauréat de science politique à l'UQAM

Notre époque est dominée par l'idéal économiste néolibéral. L'action sociale n'est plus à l'ordre du jour. L'heure est à la compétition, à la performance. Les démarches collectives n'ont plus leur raison d'être; au plus fort la poche! Dans ce monde où l'efficiace et l'efficacité se veulent garants de l'épanouissement des individus, les revendications de justice sociale sont reléguées au statut de *has been*. La génération de jeunes adultes subit une société qu'elle n'a pas choisie. Plongée dans le tourbillon de la déification des vertus du marché, la jeune génération a perdu espoir d'un monde autre où il lui serait possible d'améliorer sa condition.

Après «le futur radieux» et la «marche en avant de l'histoire» des idéologies politiques passées survient l'abandon de tout espoir, manifestation de la «Lucidité». Aux deux mythes de la «décolonisation» et de l'atteinte du «Grand soir», succède le mythe du *no future*, fruit de l'échec des utopies(1).

Nous serions donc empreints d'un pessimisme absolu, condamnés à un futur sans issue, où tout espoir est aboli, voire interdit. Devant ce triste tableau, certains jeunes s'emparent de nouvelles idéologies pour s'expliquer le monde. En effet, le nihilisme et le postmodernisme succèdent au mouvement de l'action militante directe des années 60-70 et cherchent à répondre à la grande désillusion vécue à l'époque précédente. Après avoir connu la certitude absolue du bien-fondé des luttes sociales, l'individu d'aujourd'hui

baigne dans l'incertitude et l'éclatement du sens. Je chercherai ici à me distancer du renoncement rationalisé par certains jeunes nihilistes et post-modernes.

Les jeunes nihilistes refusent la construction du futur et l'espoir en un avenir meilleur et affirment le nécessaire maintien de la perspective humaine dans le présent «exploiteur». Le pessimisme accusateur est raisonné comme un réalisme dévastateur. Comme la marche militante des années 60-70 n'a pu fournir la concrétisation des idéaux élaborés, ces jeunes s'imposent et imposent un refus rationalisé de tout espoir et un enracinement dans le présent. Le refus de l'engagement politique est du coup justifié par le repli dans le présent qui légitime l'apathie. Devant leur sentiment d'impuissance, ces jeunes nihilistes se retirent de la société. Repliés sur eux-mêmes, ils rationalisent l'absence de sens. Apeurés par la normalisation de la société, ces jeunes prônent la jouissance du moment présent et prêchent l'éclatement de la société, du bien commun et des normes, freins à l'individualité sacrée. Cependant, cette esthétisation du désespoir qui commande le repli sur soi laisse le chemin libre aux normes sociales véhiculées par le néolibéralisme.

Les nihilistes s'opposent à la mission de l'intellectuel engagé. Pour eux, le militantisme «à la Sartre» dicte les frontières de la légitimité et produit des mécanismes de pouvoir. Bien qu'ils n'aient pas connu de près ce modèle de l'intellectuel engagé, les jeunes nihilistes le condamnent a priori car les «textes sacrés» le confirment. Eux, qui ont la chance d'avoir du recul face à l'histoire, refusent de tirer des leçons du passé et d'agir en conséquence. Pire encore, ils ne s'inscrivent pas dans l'histoire, car ils se retirent de la société. Ainsi, prisonniers de leur théorie, les jeunes nihilistes se bornent à discuter du haut de leur «lucidité» sans «descendre» dans la société pour tenter d'influencer son cours et redéfinir, peut-être, le vouloir-vivre-ensemble. Fiers d'arborer leur nihilisme esthétique, ils pavent la voie à l'impérialisme néolibéral qui impose un sens à nos vies.

Les jeunes post-modernes réagissent aussi à l'échec des idéologies passées. Ils constatent le déclin de la modernité par ses défaillances et son immobilisme. Devant la possibilité concrète de voir disparaître l'humanité en un instant par la guerre, il serait dorénavant impossible de penser le monde en fonction d'un but linéaire. Ainsi, l'individu post-moderne refuse le métarécit et passe aux microrécits. Il peut donc jouir d'une identité plurielle alimentée par la croyance à de multiples vérités, loin des limites des référents universels et uniques. La spatialité post-moderne est celle de la proximité, ce qui implique que l'individu post-moderne axe sa vie autour du présent, de manière brève mais intense, à la manière d'un «ici et maintenant». Les post-modernes

prônent donc l'élargissement du champ politique, la fin des grandes associations larges et centralisées, ce qui permet le retour aux solidarités locales. Cette «anarchie sociale», pendant de l'éclectisme social, actualise la souveraineté populaire. Ainsi, l'association se fait sous une nouvelle forme, le néotribalisme, qui commande la composition de groupes fluides et sporadiques répondant, de façon ponctuelle, à un besoin précis. Bien que ce refus d'engagement politique autour d'une cause universelle et globale crée beaucoup d'insécurité, c'est le prix que l'individu post-moderne doit payer pour se libérer du fardeau du dogmatisme de la période précédente axée sur le militantisme engagé et normalisant(2).

Tel un dogme, les prémisses nihilistes et post-modernes sont utilisées par certains jeunes comme référents absolus à la critique de la société; ils les encensent de façon résolument utilitariste. Préférant souvent le discours aux actes, ces jeunes se complaisent dans l'inaction ce qui alimente le *no future*. Ils refusent de poser leur désaffection de la société en terme d'agirs. Les jeunes post-modernes, adeptes des coalitions ponctuelles et locales, négligent les vecteurs communs nécessaires pour contrer l'hégémonie actuelle du marché et des valeurs individualistes. Aussi, lorsque des moments de solidarité sociale comme une grève étudiante se présentent, ces jeunes refusent d'y participer sous prétexte que l'apathie est une affirmation positive de la majorité silencieuse et qui permet la déstabilisation du pouvoir(3). Pendant que ces jeunes rationalisent l'apathie, les néolibéraux, eux, prennent d'assaut la société et influencent concrètement notre quotidien.

Je ne cherche pas à discréditer les critiques formulées par les nihilistes et les post-modernes. Je veux simplement noter que, telles qu'adoptées et utilisées par certains jeunes, elles encensent et alimentent le *no future*. Je refuse cette perspective qui interdit toute quête de sens. Je crois que l'humain se distingue de l'animal par sa capacité de percevoir et de construire le futur. Se camper dans le présent, c'est refuser le vouloir-vivre-ensemble du politique. C'est nier la solidarité, c'est encenser l'individualisme et l'hédonisme. Accepter le *no future*, c'est légitimer l'absence de vecteurs communs, de points de convergence, d'horizons de signification. Loin d'engendrer une nouvelle solidarité à la post-moderne, le refus d'une quête de sens isole les individus et les contraint à subir, comme un rouleau compresseur, les volontés du système hégémonique néolibéral. Bien qu'il faille apprendre des erreurs des militants des années 60-70 c'est-à-dire le sectarisme, le dogmatisme, etc., il ne faut pas pour autant renier toute forme d'action sociale. En effet, je crois que la tâche de forger le futur ne repose pas sur une avant-garde éclairante mais sur l'implication politique des citoyens. L'incertitude face à l'avenir n'empêche

pas l'adhésion à des normes communes et ne mène pas à l'éclatement pur et simple de la société. Se résigner, endosser le *no future*, c'est actualiser l'immobilisme et faire en sorte que tout changement demeure impossible.

À mon sens, il importe de résister aux modes et de se questionner sur la pertinence de l'engagement social pour démontrer la possibilité de nouvelles avenues de luttes. La société actuelle ne nous ressemble pas car elle nous enlève le droit à la solidarité et à l'espoir. Il ne faut pas la laisser aller aux mains des néolibéraux et autres individualistes de leur espèce; nous refusons le sens qu'ils donnent au vouloir-vivre-ensemble. Il faut forger une nouvelle culture politique, il faut défier le refus de solidarité et de justice sociale imposé actuellement. Ce n'est pas parce que demain est fait d'incertitude qu'il faille pour autant baisser les bras. L'action commune renforce l'individu, car le citoyen confronte ses idées à d'autres et peut, par ce partage d'idées, créer un nouveau possible. Alors que s'isoler et se replier revient à laisser à d'autres la possibilité d'influer sur demain.

Hannah Arendt disait que l'homme est capable de faire surgir du nouveau pour renouer avec sa naissance, l'actualiser. Ainsi, le politique devient la capacité qu'ont des individus, non plus animaux mais *humains*, de se réunir pour faire naître un nouveau possible qui ne saurait être sans eux. Croire au *no future*, c'est laisser à d'autres le soin de modeler la société. Le refus du sens donné par les néolibéraux ne passe pas par le retrait de la société, mais par un engagement politique concret qui réunit individualité, pluralité et communauté. Combattre le *no future*, c'est retirer les poignées sur lesquelles s'agrippent les bien-pensants néolibéraux pour nous imposer un monde qui exclut toute forme d'alternative à l'économisme individualiste.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir Jacques Jourdain, «Engagement social et nouvelle culture politique: les défis de l'an 2000», in *Virtualités*, vol. 3, no. 4, mars 1997.
2. Yves Boisvert, *Le postmodernisme*, Montréal, Boréal Express, 1995, 123 pages, p.62.
3. Alberto Melucci, «Mouvements sociaux et mouvements post-politiques» in *La Revue internationale d'action communautaire*, automne 1983, no. 10, p. 13-29.